

“
Le plus étrange, c'est que les banquiers eux-mêmes n'aient pas anticipé que l'annonce de tels bonus allait créer un scandale insupportable
”

Une incroyable myopie

Pour nombre d'entre nous, la crise économique devait évidemment marquer la fin des surrémunérations que certains acteurs de la finance prélevaient sur le fonctionnement de l'économie. Depuis des années, on avait assisté en effet à l'accroissement démesuré des primes versées aux *traders* et aux dirigeants de grandes entreprises cotées. Ce qui, en accélérant les effets pervers de la financiarisation de l'économie, a été une des causes de la crise. Or, contre toute attente, les banques ont annoncé dans le courant de l'année dernière qu'elles verseraient de nouveau des bonus importants dès l'année 2009.

Du fait de la crise, la Bourse était en effet tombée assez bas pour que les spéculations sur les marchés redeviennent très rentables et, donc, sources de nouveaux profits privés. La déconnexion n'a jamais été aussi frappante entre une économie de la finance, ludique et lucrative, et une

économie de la production, soumise à une terrible compétition globale : alors que les banquiers décrochent de nouveaux bonus, le chômage s'accroît dans tous

les pays occidentaux. La logique de ce modèle économique devient dès lors insoutenable. Et on assiste à un retour du politique : certains Etats comme le Royaume-Uni ou la France se sont résolus à taxer lourdement les bonus. Ceux qui, il y a quelques mois encore, regardaient une telle fiscalisation comme un crime contre la libre économie ont dû y souscrire, au moins pour cette année, devant le non-sens de la situation.

Le plus étonnant dans cette affaire, ce n'est pas le revirement des politiques, ni la découverte de la fracture entre finance et production. Le plus étrange, c'est que les banquiers eux-mêmes n'aient pas anticipé que l'annonce de tels bonus allait créer un scandale insupportable. Il faut en effet avoir singulièrement perdu le sens du réel pour considérer comme légitime de verser une super rémunération à ceux que l'on considère comme responsables de la crise actuelle. Les dirigeants des banques n'ont toujours pas perçu que les bonus posent une question politique majeure à l'heure où la société s'interroge sur son avenir économique et social.

Egoïsme, stupidité ou aveuglement collectif ? Sans doute une grande myopie. La crise montre que même dans une situation dramatique, les élites peuvent rester enfermées dans leurs modèles, faute de culture alternative pour être capables de penser un changement pourtant devenu incontournable. C'est pourquoi on ne pourra pas soutenir de solutions économiques nouvelles sans que soit aussi renouvelée la population des personnes qui gouvernent les plus puissantes de nos entreprises et de nos banques. ■



D.R.
Pierre-Yves Gomez,
professeur à l'EM Lyon



Nicolas Tavernier - R&B

Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale.

Les élites restent enfermées dans leurs modèles.